



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.330/4
du 26 novembre 2020

advies 68.330/4
van 26 november 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
19 novembre 2020 'relatif à
une aide en vue de
l'indemnisation des exploitants
des services de taxis et de
location de voitures avec
chauffeur affectés par les
mesures prises pour limiter la
propagation du coronavirus
COVID-19'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van
19 november 2020 'betreffende
steun tot vergoeding van
exploitanten van taxidiensten
en diensten voor het verhuren
van voertuigen met chauffeur
die getroffen zijn door de
maatregelen die werden
genomen om de verspreiding
van het COVID-19-virus te
beperken'

Le 19 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 novembre 2020 'relatif à une aide en vue de l'indemnisation des exploitants des services de taxis et de location de voitures avec chauffeur affectés par les mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 novembre 2020.

*

Op 19 november 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met territoriale ontwikkeling, en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 november 2020 'betreffende steun tot vergoeding van exploitanten van taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur die getroffen zijn door de maatregelen die werden genomen om de verspreiding van het COVID-19-virus te beperken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 november 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« En raison de la nouvelle situation de crise actuelle liée à la pandémie de COVID-19 et au regard de la nécessité à pourvoir assurer la continuité du service public, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis en urgence dans un délai de 5 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ».

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En l'espèce, cette exigence n'est qu'imparfaitement respectée, une justification plus étoffée de l'urgence que présente l'adoption du projet examiné figurant en effet aux alinéas 5 à 12 de son préambule.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 46 de l'ordonnance du 3 mai 2018 'relative aux aides pour le développement économique des entreprises' requiert l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale préalablement à l'adoption d'arrêtés d'exécution réglementaires de cette ordonnance.

Il ne ressort pas du dossier que cet avis ait été sollicité. L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité et, si le projet d'arrêté devait être modifié à la suite de l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions ainsi modifiées ou ajoutées devraient être soumises à l'avis de la Section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

2. Ni l'avis de l'Inspecteur de Finances ni l'accord du Ministre du Budget ne figuraient dans le dossier joint à la demande d'avis.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a transmis l'accord du Ministre du Budget sur le projet. Cet accord étant daté du 18 novembre 2020, l'alinéa du préambule qui le vise sera corrigé sur ce point.

Il a également transmis les avis donnés les 29 octobre et 20 novembre 2020 par l'Inspecteur des Finances, pour ce dernier avis, suite à une seconde demande qui lui a été adressée à cet effet.

Un nouvel alinéa, consacré au visa des deux avis donnés par l'Inspecteur des Finances, sera également inséré dans le préambule.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'arrêté en projet trouvant son fondement juridique dans les articles 28 et 30 de l'ordonnance du 3 mai 2018 'relative aux aides pour le développement économique des entreprises', il n'y pas lieu de viser au préambule la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ni la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

Les alinéas 1^{er} et 2 seront omis.

2. Un nouvel alinéa visant le rapport d'évaluation, établi conformément à l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', sera ajouté au préambule.

3. Le projet examiné s'inscrivant dans le cadre de l'exécution de l'ordonnance du 3 mai 2018, le Ministre de l'Économie doit également être mentionné en qualité de ministre proposant.

Cette observation vaut également pour l'article d'exécution et la signature de l'arrêté en projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Compte tenu de la terminologie utilisée dans la suite du dispositif, au 3°, le mot « règlement » sera remplacé par les mots « règlement de minimis ».

2. Les définitions figurant aux 4° et 6°, reproduisent, paraphrasent voire modifient celles énoncées respectivement à l'article 2, 11° et 4° de l'ordonnance du 3 mai 2018 ; elles seront omises.

Article 3

1. Afin d'écarter tout doute quant à l'application des conditions générales prévues par l'ordonnance du 3 mai 2018, il est recommandé de prévoir expressément, à l'alinéa 1^{er}, *in fine*, que les conditions qui y sont mentionnées s'appliquent « sans préjudice des conditions prévues par l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises » ¹.

La même observation vaut pour l'article 4, s'agissant des motifs d'exclusion prévus par l'ordonnance du 3 mai 2018. La phrase liminaire de cet article sera complétée par les mots « sans préjudice des motifs d'exclusion prévus par l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises ».

2. À l'alinéa 2, les mots « d'une seule prime » seront remplacés par les mots « d'une seule prime octroyée en vertu du présent arrêté », afin d'éviter toute confusion avec la prime octroyée en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/016 du 7 mai 2020 'relatif à une aide en vue de l'indemnisation des exploitants du transport rémunéré de personnes affectés par les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'.

Article 5

1. À l'alinéa 1^{er}, la concordance entre la version française et la version néerlandaise sera revue.

Si le texte est aligné sur la version française de cet alinéa, il convient de compléter l'article 1^{er} par une définition du terme « BEE ».

2. À l'instar de l'article 5, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/016 du 7 mai 2020, l'alinéa 4 sera complété par les mots « au cours des deux exercices fiscaux précédents et de l'exercice fiscal en cours » ².

¹ Voir l'avis n° 68.214/1 donné le 9 novembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 novembre 2020 'relatif à une aide aux entreprises débits de boissons et restaurants dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68214.pdf>.

² Voir également, en ce sens, l'avis n° 68.214/1.

OBSERVATIONS FINALES

1. Il y a lieu d'insérer dans le projet une disposition contenant la formule exécutoire.
2. L'auteur du projet examinera, par ailleurs, s'il n'y a pas lieu de prévoir une entrée en vigueur rapide de l'arrêté en projet, compte tenu de l'urgence invoquée et des délais prévus pour l'introduction de la demande et l'octroi de l'aide.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen opgegeven worden tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“En raison de la nouvelle situation de crise actuelle liée à la pandémie de COVID-19 et au regard de la nécessité à pourvoir assurer la continuité du service public, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis en urgence dans un délai de 5 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.”

Krachtens artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ moet de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag opgegeven wordt, in de aanhef van het besluit overgenomen worden.

In casu is dat vereiste evenwel slechts ten dele vervuld, aangezien in het vijfde tot het twaalfde lid van de aanhef een omstandiger staving vervat is van de stelling dat er spoed is bij het goedkeuren van voorliggend ontwerp.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 46 van de ordonnantie van 3 mei 2018 ‘betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen’ is het voorafgaande advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vereist opdat reglementaire besluiten ter uitvoering van die ordonnantie kunnen worden goedgekeurd.

Uit het dossier blijkt niet of dat advies aangevraagd is. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste vervuld wordt, en indien het ontwerpbesluit naar aanleiding van het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gewijzigd zou worden, zouden de aldus gewijzigde of toegevoegde bepalingen om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

2. In het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd was, ontbrak zowel het advies van de inspecteur van Financiën als de akkoordbevinding van de minister van Begroting.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de akkoordbevinding van de minister van Begroting betreffende het ontwerp overgezonden. Aangezien die akkoordbevinding van 18 november 2020 dateert, moet het lid van de aanhef waarin daarnaar verwezen wordt op dat punt verbeterd worden.

De gemachtigde heeft eveneens de adviezen overgezonden die door de inspecteur van Financiën op 29 oktober en 20 november 2020 uitgebracht zijn; wat laatstgenoemd advies betreft naar aanleiding van een tweede verzoek dat daartoe aan hem gericht is.

In de aanhef moet tevens een nieuw lid ingevoegd worden om naar beide adviezen van de inspecteur van Financiën te verwijzen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Aangezien de rechtsgrond van het ontworpen besluit te vinden is in de artikelen 28 en 30 van de ordonnantie van 3 mei 2018 ‘betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen’, is er geen grond om in de aanhef te verwijzen naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ of naar de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

Het eerste en het tweede lid moeten weggelaten worden.

2. Aan de aanhef moet een nieuw lid toegevoegd worden om te verwijzen naar het evaluatieverslag, opgesteld overeenkomstig de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’.

3. Aangezien het ontwerp deel uitmaakt van de tenuitvoerlegging van de ordonnantie van 3 mei 2018, dient ook de minister van Economie vermeld te worden als voordragende minister.

Deze opmerking geldt eveneens voor de uitvoeringsbepaling en de ondertekening van het ontworpen besluit.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Gelet op de terminologie die in het vervolg van het dispositief gebezigd wordt, moet het woord “verordening” in punt 3° vervangen worden door de uitdrukking “*de-minimis*verordening”.

2. De definities die in de punten 4° en 6° worden gegeven, hernemen, parafraseren of wijzigen zelfs de definities vervat in respectievelijk de punten 11° en 4° van artikel 2 van de ordonnantie van 3 mei 2018; ze moeten weggelaten worden.

Artikel 3

1. Teneinde alle twijfel omtrent de gelding van de algemene voorwaarden bepaald in de ordonnantie van 3 mei 2018 weg te nemen, verdient het aanbeveling om in het eerste lid, *in fine*, uitdrukkelijk te bepalen dat de voorwaarden die in dat lid vermeld staan, gelden “onverminderd de voorwaarden bepaald in de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen.”¹

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 4, wat de uitsluitingsgronden betreft waarin de ordonnantie van 3 mei 2018 voorziet. De inleidende zin van dat artikel 4 moet aangevuld worden met de woorden “onverminderd de uitsluitingsgronden bepaald in de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen”.

2. Ter voorkoming van mogelijke verwarring met de premie verleend krachtens het bijzonderemachtenbesluit nr. 2020/016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2020 ‘betreffende steun tot vergoeding van de exploitanten van het bezoldigd personenvervoer die getroffen zijn door de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken’, dient het tweede lid als volgt gesteld te worden: “De in het eerste lid bedoelde exploitanten komen in aanmerking voor slechts één premie toegekend krachtens dit besluit.”

Artikel 5

1. Er moet voor gezorgd worden dat de Nederlandse en de Franse tekst van het eerste lid volledig overeenstemmen.

Als de Nederlandse tekst van dit lid afgestemd wordt op de Franse tekst ervan, dient artikel 1 aangevuld te worden met een definitie van de Franse term “BEE”.

2. Naar het voorbeeld van artikel 5, derde lid, van het bijzonderemachtenbesluit nr. 2020/016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2020, moet het vierde lid aangevuld worden met de woorden “gedurende de twee voorafgaande belastingjaren en het lopende belastingjaar.”²

¹ Zie advies 68.214/1, dat op 9 november 2020 gegeven is over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 november 2020 ‘betreffende steun aan de eet- en drankgelegenhedenondernemingen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68214.pdf>.

² Zie in deze zin eveneens advies 68.214/1.

SLOTOPMERKINGEN

1. In het ontwerp dient een uitvoeringsbepaling opgenomen te worden.
2. De steller van het ontwerp moet daarenboven nagaan of er geen grond bestaat om te bepalen dat het ontworpen besluit spoedig in werking treedt, gelet op het verzoek om spoedbehandeling van deze adviesaanvraag en op de termijnen bepaald voor het indienen van de aanvraag en voor het toekennen van de steun.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET